



## Les promesses non tenues de l'ONU entraînent une résurgence du choléra en Haïti

*Les défenseurs des victimes du choléra dénoncent l'échec de l'ONU à éliminer la maladie mortelle apportée en Haïti par les Casques bleus.*

Le 7 octobre 2022 (Port-au-Prince, Haïti ; Boston, MA) - Le refus de l'ONU de tenir sa promesse d'investir 400 millions de dollars pour lutter contre l'épidémie de choléra qu'elle a apportée en Haïti a permis au choléra de resurgir pour menacer à nouveau les Haïtiens de maladie et de mort à grande échelle. Le samedi 1er octobre, dans un contexte d'[insécurité croissante](#) qui empêche l'accès à l'eau potable et aux soins médicaux, le Ministère (haïtien) de la Santé Publique et de la Population (MSPP) a [confirmé](#) une résurgence du choléra qui était apparu pour la première fois en Haïti en 2010 lorsque l'ONU l'a négligemment déversé dans une rivière haïtienne.

Bien que l'ONU [se soit excusée](#) pour son rôle et ait concédé « que l'élimination du choléra doit être la priorité numéro un », elle n'a jamais donné suite à sa [promesse](#) d'améliorer l'accès aux infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène nécessaires pour éliminer complètement la maladie. L'ONU n'a pas non plus respecté son obligation légale d'indemniser les victimes individuelles, laissant Haïti et les Haïtiens vulnérables à des épidémies continues.

« Cette conséquence horrible de l'évasion de la responsabilité de l'ONU pendant douze ans n'était pas seulement prévisible, elle avait été largement prédite », a déclaré Mario Joseph, avocat Responsable du *Bureau des Avocats Internationaux* (BAI), cabinet d'avocats spécialisé dans les droits de l'homme basé à Haïti, qui a représenté les victimes du choléra dans leur lutte pour obtenir justice.

En janvier 2022, l'ONU a [félicité](#) Haïti de l'élimination du choléra, après trois ans sans enregistrer de nouveaux cas. Cependant, des experts de la santé et des droits de l'homme [ont averti](#) que ces félicitations pourraient être [prématurées](#), étant donné la surveillance limitée des cas et le manque d'amélioration des systèmes d'eau et d'assainissement nécessaires pour une protection à long terme.

Cette résurgence intervient dans un contexte de [crise humanitaire et de gouvernance aiguë](#) en Haïti, qui a conduit les experts à mettre en garde contre une « [bombe à retardement du choléra](#) ». Des gangs contrôlent de larges pans du pays et ont bloqué l'accès au plus grand terminal de carburant d'Haïti, [obligeant les hôpitaux à fermer](#) leurs portes et [limitant l'accès](#) à l'eau potable et à la nourriture à travers le pays - le plus grand fournisseur d'eau potable d'Haïti vient d'[annoncer](#) qu'il était à court de carburant pour traiter et livrer de l'eau. L'insécurité permanente et le manque de carburant vont également entraver les efforts déployés pour livrer des systèmes de filtration et des comprimés purifiants ou pour aider les personnes malades à atteindre les centres de soins en cours de construction. Les autorités sanitaires ont [fait état de](#) seize décès et de [nombreuses autres](#) cas d'hospitalisations, mais l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a [averti](#) que le véritable bilan des décès dus au choléra est probablement déjà beaucoup plus élevé et qu'il continuera probablement à augmenter. Le choléra a également [atteint](#) le Pénitencier National d'Haïti - où il a [tué](#) au moins neuf personnes et jusqu'à 80 - et d'autres prisons où les détenus sont maintenus dans des conditions inhumaines, notamment avec des toilettes ouvertes, sans soins médicaux et sans nourriture pendant plusieurs jours.

Le choléra, importé par l'ONU, a tué plus de 10 000 personnes et en a infecté près d'un million entre 2010 et 2019. Les victimes du choléra [cherchent](#) inlassablement [à obtenir des réparations](#) de la part de l'ONU depuis plus d'une décennie par le biais de [procès](#) et de [plaidoyers](#), notamment concernant des latrines nécessaires pour éliminer complètement la maladie.

« En tant qu'organisme responsable de l'introduction du choléra en Haïti, l'ONU a la responsabilité légale de l'éliminer et de dédommager les victimes pour les préjudices subis », a déclaré Beatrice



Lindstrom, instructeur clinique et maître de conférences à la faculté de droit de Harvard, qui a mené les efforts de contentieux en faveur des victimes du choléra de l'ONU.

En 2016, l'ONU a finalement cédé à la pression croissante et a lancé une « [nouvelle stratégie de lutte contre le choléra en Haïti](#) », en promettant d'améliorer les systèmes de latrines et de fournir une aide matérielle aux victimes. Mais l'ONU n'a récolté que [cinq pour cent](#) des 400 millions de dollars promis, et malgré les efforts de collecte de fonds « [multipartites](#) » de l'ONU pour améliorer les systèmes de latrines, que l'ONU a jugé « essentiels » pour éliminer le choléra, l'[accès](#) à l'eau potable et à l'assainissement de base n'a pratiquement pas été amélioré. L'ONU a également [refusé](#) d'indemniser les victimes de l'épidémie pour les pertes de salaire, les frais médicaux et les frais d'obsèques. Ses propres experts ont [qualifié](#) les échecs persistants de L'ONU de « non seulement une atteinte au droit [des victimes du choléra] à un recours effectif, mais aussi...une grave atteinte à la confiance du public dans l'intégrité et la légitimité de l'Organisation ». Aujourd'hui, nous sommes témoins des conséquences humaines de ce refus.

La réapparition du choléra en Haïti est un rappel brutal des coûts d'une intervention internationale non responsable en Haïti, et intervient alors que [certains](#) - dont le [Premier ministre haïtien de facto](#), soutenu par les États-Unis - ont [appelé](#) à une nouvelle intervention militaire pour répondre à la crise politique et d'insécurité qui s'aggrave. Le parti au pouvoir, *Pati Ayisyen Tèt Kale* (PHTK), a systématiquement démantelé les institutions démocratiques d'Haïti depuis plus de dix ans, avec le [soutien](#) de la communauté internationale. La collaboration avérée du gouvernement avec les gangs pour réprimer la dissidence, combinée à la politisation des systèmes de police et de justice, a permis aux gangs de se développer dans tout le pays, ce qui a entraîné la crise d'insécurité actuelle. Depuis [des mois](#), les Haïtiens descendent en masse dans la rue pour [exiger](#) la démission du Premier ministre de facto Ariel Henry.

Les appels à l'envoi de troupes en Haïti ont été [largement rejetés](#) par les Haïtiens. Ils notent que la dernière intervention de l'ONU, comme les [précédentes](#), a été un [échec coûteux et meurtrier](#) qui n'a pas non plus apporté d'amélioration durable à Haïti. Les Haïtiens [demandent](#) plutôt que la communauté internationale, et en particulier les États-Unis, cessent de soutenir le gouvernement de facto du pays, qui est corrompu, répressif et illégitime.

Brian Concannon, directeur exécutif de l'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti, a déclaré : « Pour apporter de la stabilité en Haïti, la communauté internationale doit se retirer de la politique haïtienne et remplir son rôle humanitaire. L'ONU en particulier doit le faire en remplissant ses obligations légales envers les victimes du choléra. Si l'ONU avait investi les 9 milliards de dollars qu'elle a dépensés pour une mission militaire infructueuse dans des infrastructures qui auraient aidé les Haïtiens à obtenir de l'eau potable et d'autres besoins fondamentaux, d'innombrables vies auraient été sauvées. »

« L'ONU était censée instaurer un État de droit, mais au lieu de cela, elle a laissé un héritage d'impunité », a ajouté Mario Joseph. « L'organisation doit agir immédiatement, conformément à ses principes en matière de droits humains, pour endiguer cette épidémie. »

### **Contacts pour les médias :**

Mario Joseph, Avocat Responsable  
Bureau des Avocats Internationaux  
T : +509 3701 9879 | E : [mario@ijdh.org](mailto:mario@ijdh.org)  
(Kreyol, français, anglais)

Brian Concannon, Directeur exécutif  
Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti  
T : +1 541-263-0029 | E : [brian@ijdh.org](mailto:brian@ijdh.org)  
(Anglais, français, kreyol)